

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU LUNDI 15 SEPTEMBRE 2025

Le quinze septembre deux mil vingt-cinq, à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELCULIER dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. Olivier GRIMA, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 18
Date de convocation du Conseil Municipal : 02/09/2025

13 PRESENTS 1 ABSENTE

PRESENTS : M. GRIMA, M. CAZÉ, Mmes BATTISTUZZI, CAVAL, MM. BRULÉ, MILHOUD, Mmes DELPECH, BEDIN, M. SABATINO, Mme GUTIERREZ, M. CAPPELIÉ, Mme DAN PHA, M. MIRAMONT.

ABSENTE : Mme Corinne BARTHE, excusée.

Mme BERTRAND donne pouvoir à M. GRIMA
M. LECLERCQ donne pouvoir à M. MILHOUD
Mme PRADAL donne pouvoir à Mme BATTISTUZZI
M. BONNET donne pouvoir à M. CAZÉ

Mme Stéphanie CAVAL a été élue secrétaire.

Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 23 juin 2025, adopté à l'unanimité.

DÉLIBÉRATION N° 39/2025

OBJET : DÉSFFECTATION ET DÉCLASSEMENT D'UNE PARTIE DE LA VOIE COMMUNALE N° 102 DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DE LA COMMUNE EN VUE DE SON ALIÉNATION

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L.141-3, R.141-4 à R.141-10,

Vu la délibération n°42/2023 du 16 octobre 2023 relative à la mise à jour du tableau des voiries communales portant à 35 888 ml la longueur des voies communales et 19 118 m2 la superficie des places et parkings,

Considérant que la voie communale n°102, impasse du vieux bourg fait partie intégrante du domaine public routier de la Commune de Castelculier,

Considérant que deux portions de cette même voie, situées au fond de l'impasse entre les parcelles cadastrées D 633, D 139 et D 148 d'une part et entre les parcelles cadastrées D 634, D 633, D 151, D 1326 et D 1328 d'autre part ne sont plus à l'usage direct du public dans la mesure où ces parcelles sont aujourd'hui des terrains nus enherbés, sans réseaux et inutilisés par usagers de la route,

.../...



Considérant qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait de ces portions de voie, d'une contenance d'environ 210 m², et qu'elles peuvent ainsi intégrer le domaine privé de la Commune de Castelsulier en vue d'être cédées.

Où l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Constate la désaffectation des deux portions de voies d'une surface d'environ 210 m² situées au fond de l'impasse du vieux bourg entre les parcelles cadastrées D 633, D 139 et D 148 d'une part et entre les parcelles cadastrées D 634, D 633, D 151, D 1326 et D 1328 d'autre part,
- Décide du déclassement des deux portions de voies d'une surface d'environ 210 m² situées au fond de l'impasse du vieux bourg entre les parcelles cadastrées D 633, D 139 et D 148 d'une part et entre les parcelles cadastrées D 634, D 633, D 151, D 1326 et D 1328 d'autre part du domaine public routier communal et leur intégration dans le domaine privé communal,
- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette opération.

DÉLIBÉRATION N° 40/2025

OBJET : CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT « ECHANGES INTERGÉNÉRATIONNELS » ENTRE LA COMMUNE DE CASTELCULIER ET L'ASSOCIATION POUR LE SERVICE AUX AÎNÉS (APSA)

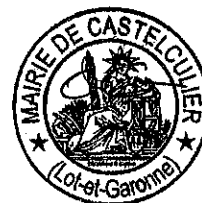
Monsieur le Maire explique au conseil que, le service Enfance Jeunesse, et notamment l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) Les Pitchoun'nets, développe des projets autour de la thématique des « échanges intergénérationnels ». Pour ce faire il s'est rapproché de l'Association Pour le Service aux Aînés (l'APSA), qui gère l'EHPAD les Chênes Verts de Castelsulier, afin d'établir un partenariat. Forts de plusieurs ateliers les deux parties veulent le formaliser. En effet, ces échanges permettent aux enfants d'être attentifs et bienveillants auprès des personnes âgées, de favoriser le lien intergénérationnel par la transposition de savoirs et d'expériences et d'intégrer davantage les enfants dans la vie de la cité et de la citoyenneté, tout en assurant à tous un partage d'expériences uniques.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de conclure une convention cadre de partenariat, définissant les modalités et engagements de chacune des parties.

Compte tenu de l'intérêt pédagogique de ce partenariat, il est proposé que la présente convention soit conclue à titre gracieux.

Où l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de :

- Approuver la convention cadre de partenariat entre la commune de Castelsulier l'APSA
- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention précitée



DÉLIBÉRATION N° 41/2025

OBJET : CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES : RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES SUR LES FINANCES ET LA COMMANDE PUBLIQUE DE L'AGGLOMÉRATION D'AGEN AU COURS DES EXERCICES 2019 ET SUIVANTS

Vu le rapport d'observations définitives délibérées le 11 mars 2025 par la Chambre Régionale des Comptes Nouvelle Aquitaine sur la gestion des ressources humaines de l'AGGLOMERATION D'AGEN (AA) au cours des exercices 2019 et suivants,

Vu l'Article L243-8 du Code des juridictions financières qui dispose : « Le rapport d'observations définitives que la chambre régionale des comptes adresse au président d'un établissement public de coopération intercommunale est également transmis par la chambre régionale des comptes aux maires des communes membres de cet établissement public, immédiatement après la présentation qui en est faite à l'organe délibérant de ce dernier. Ce rapport est présenté par le maire de chaque commune au plus proche conseil municipal et donne lieu à un débat ». L'assemblée délibérante de l'AA s'est tenue le 3 juillet 2025.

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

La Chambre régionale des Comptes Nouvelle Aquitaine a procédé à l'examen de la situation financière, l'organisation de la commande publique ainsi que les dispositifs mis en œuvre pour prévenir les risques de fraudes et d'atteinte à la sécurité informatique de l'AA pour les exercices 2019 et suivants.

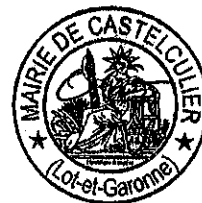
L'ouverture du contrôle a été notifiée le 30 mai 2024, à l'ordonnateur principal, M. Jean DIONIS DU SEJOUR. Le contrôle a également été notifié le 11 septembre 2024 à M. Jean-Louis COUREAU, ancien Président de la Communauté des Communes Porte d'Aquitaine en Pays de Serres (CC PAPS), avec laquelle l'AA a fusionné au 1^{er} janvier 2022.

Les entretiens préalables au dépôt du rapport ont eu lieu le 7 novembre 2024 et le rapport d'observations provisoires a été délibéré le 5 décembre 2024, et transmis à l'ordonnateur en fonctions M. DIONIS DU SEJOUR le 8 janvier 2025. L'AA a envoyé ses observations à la CRC, et cette dernière a arrêté ses observations définitives le 11 mars 2025.

Les investigations de la Chambre Régionale des Comptes ont porté plus particulièrement sur les points suivants :

- La fiabilité des comptes,
- L'efficacité des contrôles touchant le domaine comptable,
- Le panorama budgétaire et les clés de répartition des charges,
- La situation financière,
- La commande publique,
- Les dispositifs de prévention de la fraude et d'atteinte à la sécurité informatique.

.../...



Conformément à la réglementation en vigueur, il est demandé aux membres du conseil municipal de prendre acte, d'une part de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Nouvelle Aquitaine concernant les finances et la commande publique de l'AA au cours des exercices 2019 et suivants et d'autre part de la tenue du débat portant sur le rapport.

Où l'exposé de Monsieur le maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, prend acte :

- De la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Nouvelle Aquitaine Nouvelle Aquitaine concernant les finances et la commande publique de l'AA au cours des exercices 2019 et suivants et de la tenue du débat portant sur le rapport

DÉLIBÉRATION N° 42/2025

OBJET : MOTION DE SOUTIEN – APPEL A LA LIBÉRATION DU JOURNALISTE LOT-ET-GARONNAIS, CHRISTOPHE GLEIZES

Le journaliste sportif lot-et-garonnais Christophe Gleizes a été condamné, par le tribunal de Tizi Ouzou, en Algérie, le dimanche 29 juin 2025, à sept années de prison ferme pour "apologie du terrorisme" et "possession de publications dans un but de propagande nuisant à l'intérêt national".

Loin de tout activisme terroriste, c'est pour un article sur le football, missionné par So Foot, qu'il s'est retrouvé en Algérie en mai 2024 afin de réaliser un reportage sur le club « la Jeunesse Sportive de Kabylie » (JSK), Cela fait plus d'un an qu'il est retenu en Algérie, depuis son arrestation le 28 mai 2024.

Christophe Gleizes est accusé d'avoir pris contact et d'avoir donné la parole au responsable du club de football de Tizi Ouzou, également responsable du Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK), dans le cadre de la préparation de ses reportages sur le club de football de la JSK.

Cette condamnation, menée par un régime autoritaire, est une atteinte disproportionnée à la liberté d'un journaliste français exerçant son métier et se retrouvant au milieu de relations conflictuelles qui le dépassent, entre l'Etat Algérien et la Kabylie, et cela dans un contexte de tensions croissantes avec la France.

Sa famille et son territoire de naissance, le Lot-et-Garonne, sont profondément inquiets au sujet de sa situation.

Cet emprisonnement arbitraire nous rappelle celui de Boualem Sansal, lui aussi victime d'autoritarisme alors qu'il demeure un citoyen français.

.../...



Où l'exposé de Monsieur le maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- s'associe à la démarche portée par la ville d'Agen et l'Association des Maires de Lot-et-Garonne pour voter une motion afin de réclamer la libération de Christophe Gleizes et ainsi alerter le Président de la République, le Premier Ministre et le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la situation d'un lot-et-garonnais, emprisonné injustement par le régime algérien.

Arrivée à 18 h 58 Mme Corinne BARTHE

DÉLIBÉRATION N° 43/2025

OBJET : MOTION DE SOUTIEN – DÉFENSE DE LA CHASSE RÉGIONALE A HAUTE VALEUR PATRIMONIALE ET CULTURELLE DE LA PALOMBE AUX PANTES DANS LE DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

Vu la procédure contentieuse engagée par la Commission européenne à l'encontre de la France et devant la Cour de justice de l'Union européenne concernant la chasse régionale à haute valeur patrimoniale et culturelle de la palombe aux pantes dans le Sud-Ouest ;

Vu la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages (Directive "Oiseaux") et notamment son article 9 alinéa 1 point c, autorisant les chasses patrimoniales et culturelles d'oiseaux comme la palombe, en petite quantité, de manière sélective, dans des conditions strictement contrôlées et encadrées ;

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L. 424-4 permettant d'autoriser des modes et moyens de chasse d'oiseaux comme la palombe consacrés par les usages traditionnels ;

Considérant que de temps immémoriaux, la chasse en palombière et les pantes à palombes sont consubstantielles à l'identité et à la culture du Sud-Ouest ;

Considérant la forte dimension symbolique et les savoir-faire à la transmission souvent familiale de cette chasse régionale à haute valeur patrimoniale et culturelle et son caractère irremplaçable ;

Considérant le rôle de ces chasses régionales dans la vie de nos villages, en termes de partage, de cohésion, d'intégration, de vivre ensemble, de mixité sociale, culturelle, économique et transgénérationnelle ;

Considérant le statut de conservation très favorable de l'espèce et sa forte démographie, au point d'être à l'origine de dégâts aux productions agricoles rendant nécessaire une régulation accentuée de l'espèce dans le département.

Où l'exposé de Monsieur le maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

.../...



- Décide de soutenir la Fédération départementale des chasseurs et la Ministre de l'environnement dans la défense de la chasse de la palombe aux pantes en palombière ; dans le refus de l'interdiction arbitraire de cette chasse à caractère social, patrimonial et culturel ; dans la préservation des droits des territoires à préserver leur culture et des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- Demande au Premier Ministre et au Président de la République de continuer à intervenir auprès de la Commission européenne, afin de garantir le maintien de la chasse traditionnelle de la palombe aux pantes en palombière.

DÉLIBÉRATION N° 44/2025

OBJET : RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE VOIRIES D'AGEN-CENTRE (SIVAC)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5211-39,

Monsieur le Maire rappelle que les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) doivent envoyer un rapport d'activité à l'ensemble des communes membres avant le 30 septembre de chaque année.

C'est pourquoi, le Syndicat intercommunal de voiries d'Agen-Centre, dont la Commune est membre a transmis un rapport annuel d'activité, pour l'année 2024. L'adjoint en charge des travaux énonce les principaux travaux effectués par le syndicat pour le compte de la Commune de Castelsulier, et précise que ce rapport est à la disposition des élus et des administrés à la Mairie.

Où l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de :

- Déclarer avoir pris connaissance du rapport d'activité 2024 du syndicat intercommunal de voiries d'Agen-Centre

QUESTIONS DIVERSES

- M. le Maire fait un retour sur la rentrée scolaire qui s'est très bien passée il y a 65 enfants au niveau de l'école maternelle et 144 enfants au niveau de l'école élémentaire, soit 209 enfants au total. Il remercie les élus du Conseil Municipal d'avoir pris la décision de réhabiliter l'école maternelle qui est une belle réussite. Il remercie les usagers de l'école maternelle pour leur patience et leur bienveillance durant cette année scolaire de transition 2024-2025. Il remercie l'adjointe en charge de l'enfance et la jeunesse, Stéphanie CAVAL, ainsi que l'adjoint aux travaux Philippe CAZE pour leur implication dans ce projet d'envergure. Il fait part de sa rencontre avec la nouvelle directrice de l'école élémentaire : Anaïs PLANCHON qui semble très motivée pour occuper ses nouvelles fonctions.
.../...



- M. le Maire fait part du renouvellement des ateliers informatiques proposés par l'Agglomération d'Agen (AA) au niveau de l'accueil périscolaire (16h45) et à destination du grand public (14h30-16h30), à partir du lundi 15 septembre. L'AA va refaire une communication que nous relaterons également.
- M. le Maire fait part de la demande de Mme Manon PARRY relative à l'opportunité de créer une maison d'assistantes maternelles sur la Commune de Castelsulier, elle nous a demandé si nous serions favorables à la création d'une telle structure. Les indicateurs CAF montrent que le taux de couverture petite enfance est élevé sur la Commune (76.3%) et supérieur au taux de l'Agglo d'Agen (64,6%), et qu'il ne semble pas opportun que ce projet s'implante sur Castelsulier, car cela pourrait déséquilibrer l'offre existante. Une réponse en ce sens lui a donc été faite.
- M. le Maire fait part du rapport de contrôle de notre ALSH Les Pitchoun'nets par le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, qui conclue à une très bonne gestion de la structure.
- L'Agglomération d'Agen a mis en place des barrières avec lecture de plaque d'immatriculation au niveau des déchetteries depuis le 1^{er} septembre, comme cela a été mentionné dans la communication de l'AA, il convient d'inscrire en amont son véhicule au niveau du service collecte pour pouvoir accéder aux déchetteries. Pour information : pour chaque véhicule léger nous avons droit à 36 passages par an.
- M. le Maire fait part du renouvellement de la fête du miel le 18/09 avec les écoles et le 19/09 avec l'EHPAD et assistantes maternelles. C'est un événement organisé par la municipalité et qui a chaque année un vif succès auprès des participants. M. CONSTAN, notre apiculteur intervient dans le cadre de cet événement, en rappelant son rôle et celui des abeilles.
- Les 25,26 et 29 septembre les enfants de l'école élémentaire vont randonner avec l'association la rando castelfondaise : les piques niques seront offerts comme chaque année à tous les participants.
- M. le Maire fait part des réunions publiques relatives à la révision du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de l'Agglomération d'Agen (AA) prévues les 15 (Agen),16 (Beauville) et 23 (Laplume) septembre. Il précise que l'arrêt du PLUI est prévu le 30 octobre prochain en Conseil d'Agglomération d'Agen et que l'enquête publique se fera après les élections municipales. En parallèle, il indique que l'enquête publique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'AA est en cours, à compter de ce jour jusqu'au 16/10. M. le Maire rappelle le contexte de la révision de ces deux documents que sont le SCOT et le PLUI, qu'ils sont fortement impactés par la loi climat et résilience de 2021 qui réduit drastiquement les zones constructibles.
.../...



- M. JP CAPPELIE pose une question sur l'avancement du projet de construction de logements à l'arrière de la mairie. M. le Maire réponds que la signature entre Domofrance, EPFL et la Commune Castelsulier a été signée pour le portage de cette opération, qu'il est prévu un dépôt de permis de construire en début d'année 2026, et qu'après la purge des droits de recours, il faudra compter 18 mois de travaux en suivant.
- Des panneaux d'affichage « espace sans tabac » ont été posés aux abords des écoles, du complexe sportif, de la crèche, de la bibliothèque, du site archéologique. En effet, il est désormais interdit de fumer aux abords de ces lieux dans un rayon de 10 mètres, cela afin de préserver notamment les enfants du tabagisme passif. Cela a également été évoqué en réunion des associations. Le non-respect de cette interdiction peut être sanctionnée par une amende de 135 €.
- M. le Maire fait part du retour d'un audit énergétique réalisé par Territoire d'Energies 47 (TE47) au niveau de notre école élémentaire. Un certain nombre de préconisations ont été émises, avec une classification en fonction de leur gain énergétique. 2 ont été retenues comme très impactantes positivement : le remplacement des menuiseries et l'isolation thermique par l'extérieur. Pour le remplacement des menuiseries cela va se faire durant les vacances de la toussaint, et pour l'TTE une consultation est en cours.
- M. B. MILHOUD questionne M. le Maire sur le changement de la climatisation de la salle associative. M. le Maire réponds que ces travaux sont bien inscrits au budget et que nous les réaliserons d'ici la fin de l'année.
- M. le Maire fait part d'un projet de sécurisation du carrefour Saint Amans, par la pose de feux micro régulés. En effet, les administrés de ce secteur interrogent régulièrement le département (car il s'agit d'une route départementale), et la commune du fait de la vitesse des véhicules dans ce secteur et du sentiment d'insécurité qu'ils ressentent. Plusieurs solutions ont été proposées par le département, et la solution des feux tricolores micro-régulés a été retenue. La micro régulation fonctionne ainsi : en l'absence de véhicules les feux sont au rouge, une détection des véhicules permet le passage au feu vert dans une logique « premier détecté, premier desservi ». Le coût de ces travaux seraient aux alentours de 80 000 € HT, et 50% seraient pris en charge par l'Agglomération d'Agen et 50% pris en charge par commune par le biais du SIVAC. Après en avoir débattu, les élus présents se prononcent favorablement, avec 1 abstention pour la mise en place de ces feux tricolores au niveau du carrefour de Saint Amans (RD 269).



- Concernant la voirie M. JP CAPPELIE demande s'il est possible de réparer un trou sur un trottoir au niveau de la rue de Lamarque, auquel M. le Maire répond faire remonter cette demande à notre syndicat de voirie. Ensuite, Mme C. BARTHE demande s'il est possible de sécuriser davantage la RD 215 compte tenu de l'accident mortel du motard survenu en février dernier. M. le Maire répond que nous allons interroger le département afin de savoir ce qu'il est possible de faire dans ce secteur, qui relève de la compétence du département. A ce sujet il indique qu'une famille a demandé qu'un arrêt de bus scolaire soit prévu pour leur enfant au niveau de cette route, ce que le département a refusé compte tenu du secteur accidentogène.
- M. le Maire indique que le bilan de la concession d'aménagement de la ZAC horizon 2020 sera positif et que l'avance sur ce résultat versée par notre concessionnaire la Sem 47 a été de 90 000 € et non de 105 000 € comme inscrit initialement au budget, pour des raisons de prudence et de provisions.
- Concernant nos commerces de proximité : M. le Maire a reçu Mme RUAT, locataire du commerce appartenant à la commune, l'enseigne les Trésors de Caro, elle nous a donné son préavis pour quitter le local au plus tard le 31/03/2026 sauf si elle trouve une solution pour pérenniser son commerce ou si un repreneur intervient entre temps. M. le Maire indique que M. RICHARD, nouvel acquéreur du fonds de commerce de boucherie envisage l'ouverture son commerce d'ici la fin de l'année. Enfin, il précise que le bar de Castelsculier est en cours de rachat.
- M. le Maire précise que les dates des élections municipales seront les 15 et 22 mars 2026.
- M. le Maire fait un point sur les ressources humaines de la collectivité. Concernant nos apprentis : Nous avons eu le départ de Loan LAGARDE fin juillet à sa demande pour faire d'autres missions au sein d'une entreprise, et est arrivé Ylann ETIENNE à compter du 1^{er} septembre (dans le cadre d'un Brevet Professionnel Aménagements Paysagers). M. le Maire précise que nous accueillons pour un stage une personne porteuse d'un handicap, de 18 ans, Jules LAFFONT, durant 2 semaines au service technique depuis le 08 septembre 2025. Enfin, suite à des entretiens professionnels cet été, nous avons recruté Séverine MOREL au niveau du service restauration scolaire/ hygiène.
- M. le Maire fait part de nuisances sonores que nous avons eu à gérer durant l'été. Un coq au niveau de l'avenue de l'Occitanie et un mouton avenue du Général de Gaulle. Des courriers ont été faits aux détenteurs d'animaux leur demandant de faire cesser le trouble. Les détenteurs du coq ont déjà commencé à mettre en place des mesures (boîte noire pour le coq), qui semblent déjà avoir des effets positifs, et pour le mouton la personne s'est conformée à ses obligations. .../...



- M. le Maire informe du départ de la sage-femme Mme FATHA Najia depuis le 1^{er} septembre, pour raisons personnelles.
- M. le Maire précise qu'il a échangé et reçu Mme ZOZIO, chirurgien-dentiste qui souhaitait s'installer sur la commune, proposition lui a été faite de lui mettre à disposition un local gratuitement, mais elle n'est pas revenue vers nous. Elle avait indiqué à M. le Maire rencontrer différentes communes avant de se positionner.
- M. le Maire rappelle que cette année le lancement Téléthon se fera à Castelsculier, salle des aînés le 26 septembre à 20h30.
- Comme chaque année, la commune va se vêtir de rose dans le cadre de la campagne « Octobre rose ».
- M. le Maire précise qu'il s'est rendu avec Mme MP. BATTISTUZZI, au comice agricole qui s'est déroulé sur la commune au lieu-dit Roudigou, le 7 septembre dernier. Ce fut un véritable succès avec 400 personnes qui sont venues sur la journée, et 360 participants au repas organisé par le comice. Il a renouvelé son soutien aux agriculteurs, et était heureux de les voir dans un cadre festif, et plus apaisé.
- M. le Maire indique que nous avons eu une demande de subvention / dons de l'association « Les Lyons du désert », représentée par Matthieu WANTIER (castelfondais) et DE BENEDICTIS Lola pour faire le 4L Trophy 2026. En 2021, nous avons eu la même demande et nous avons donné des livres, ce que nous leur avons proposé.
- M. le Maire fait un bilan mitigé des marchés gourmands. Nous avons eu moins de monde cette année, est-ce à cause de la météo ? du nombre trop important de marchés dans le secteur ? budget trop important pour les familles ? le jour passé le mercredi au lieu du jeudi ? Par contre il revient sur le forum des associations qui s'est déroulé le 30 août dernier et qui fut un véritable succès. Cet événement a été apprécié autant par les associations que par les visiteurs, il sera donc à renouveler.
- M. le Maire indique, que dans le cadre de notre jumelage avec Sempeter Vrtjoba nous avons accueilli Boris un jeune slovène qui a fait une semaine avec nos jeunes dans le cadre des chantiers citoyens, il a été hébergé durant 15 jours par Mme C. BUZZIGHIN, Vice-Présidente de l'association du Comité de Jumelage, que nous remercions. Et ces jours-ci nous accueillons Léon et Léa qui sont présents durant une semaine et son hébergés chez Mme M-P BATTISTUZZI, que nous remercions également, ils sont venus visiter le Lot-et-Garonne.

.../...



- Mme A. DELPECH fait part d'un problème d'accessibilité au niveau de l'église de Cabalsaut, et demande si une main courante peut être installée, car seule une main courante est installée au niveau de l'escalier. M. le Maire indique que nous allons regarder ce qu'il est possible de faire car l'église de Cabalsaut est classée monument historique. Elle interpelle également le Maire sur le fait qu'un visiteur lui aurait indiqué qu'il serait nécessaire de mettre un défibrillateur au niveau de l'église de Cabalsaut. M. le Maire réponds que l'obligation ne concerne pas ce bâtiment, et rappelle que nous en avons installé 3 sur la commune : sur la place de la mairie, à la salle des fêtes et au complexe sportif.
- M. P. BRULE informe que la visite du centre SDIS qui était prévue le 23 septembre prochain est finalement annulée.
- Mme C. BARTHE, fait part de deux dates à retenir et se noter dans les agendas : le vendredi 12 décembre pour la soirée du personnel et des élus et le dimanche 11 janvier pour la cérémonie des vœux.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire déclare la séance close à 20 h 10. Les délibérations prises ce jour, portent les numéros 39/2025 à 44/2025.

LE MAIRE, Olivier GRIMA

LE SECRETAIRE, Stéphanie CAVAL